

Vu l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre Ier de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1992 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,50 % — 1er octobre 2007 »;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 1995 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8 % — 28 mars 2015 »;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1997 autorisant le Ministre des Finances à poursuivre, en 1997, l'émission des emprunts dénommés « Obligations linéaires » et l'émission des emprunts dénommés « Bons d'Etat »;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires libellées en francs;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juin 1997 fixant le calendrier des adjudications et du règlement des fonds des emprunts dénommés « Obligations linéaires » libellés en francs belges pour le second semestre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'adjudication de la quatorzième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,50 % — 1er octobre 2007 » et de la cinquième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8 % — 28 mars 2015 » est fixée au 22 septembre 1997 et la date des paiements relatifs à ces tranches est fixée au 25 septembre 1997.

Art. 2. Les intérêts bruts à liquider à la date de valeur de l'adjudication sont calculés selon la formule :

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,50 % — 1er octobre 2007 » :

capital nominal \times 8,50 % \times 354/360;

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8 % — 28 mars 2015 » :

capital nominal \times 8 % \times 177/360.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 22 septembre 1997.

Bruxelles, le 25 septembre 1997.

Ph. MAYSTADT

Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1992 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,50 % — 1 oktober 2007 »;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 juni 1995 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8 % — 28 maart 2015 »;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1997 dat de Minister van Financiën machtigt tot de voortzetting, in 1997, van de uitgifte van de leningen genaamd « Lineaire obligaties » en van de uitgifte van de leningen genaamd « Staatsbons »;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 1992 betreffende de uitgifte van de in franken uitgedrukte lineaire obligaties;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juni 1997 tot vaststelling van de kalender van de aanbestedingen en van de storting van de gelden voor de leningen genaamd « Lineaire obligaties » uitgedrukt in Belgische frank tijdens het tweede semester 1997,

Besluit :

Artikel 1. De aanbesteding van de veertiende tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,50 % — 1 oktober 2007 » en van de vijfde tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8 % — 28 maart 2015 » is vastgesteld op 22 september 1997 en de datum van betalingen betreffende deze tranches is vastgesteld op 25 september 1997.

Art. 2. De brutointeresten te betalen op de valutadatum van de toewijzing worden berekend als volgt :

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,50 % — 1 oktober 2007 » :

nominaal kapitaal \times 8,50 % \times 354/360;

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 8 % — 28 maart 2015 » :

nominaal kapitaal \times 8 % \times 177/360.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 22 september 1997.

Brussel, 25 september 1997.

Ph. MAYSTADT

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 97 — 2196

[C — 22623]

8 AOUT 1997

**Arrêté royal portant composition et fonctionnement
du Conseil national des accoucheuses**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 50, § 2, modifié par la loi du 22 février 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'avis favorable de L'Inspecteur des Finances, donné le 8 mars 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 4 juin 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. - Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- « Le Conseil » : le Conseil national des accoucheuses;

- « Le Ministre » : le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 97 — 2196

[C — 22623]

8 AUGUSTUS 1997

**Koninklijk besluit houdende samenstelling en werking
van de Nationale Raad voor de Vroedvrouwen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 50, § 2, vervangen bij de wet van 22 februari 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 maart 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

- « De Raad » : de Nationale Raad voor de Vroedvrouwen;

- « De Minister », de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

CHAPITRE II. - *Composition*

Art. 2. § 1. Le Conseil se compose comme suit :

1° huit membres habilités à exercer la profession d'accoucheuse, conformément à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales;

2° quatre membres habilités à exercer l'art de guérir, conformément à l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté;

3° deux membres habilités à exercer l'art infirmier, conformément à l'article 21^{quater}, § 1^{er}, du même arrêté;

4° un fonctionnaire du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement qui exerce la fonction de secrétaire, assisté par un fonctionnaire du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement qui exerce la fonction de secrétaire adjoint;

5° trois fonctionnaires présentés par les autorités compétentes pour l'enseignement en vertu des articles 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et 130, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de la Constitution.

Les fonctionnaires visés aux 4° et 5° siègent avec voix consultative.

§ 2. Des suppléants, nommés selon les mêmes modalités, sont adjoints aux membres non-fonctionnaires.

Art. 3. § 1. Le Président, les deux vice-présidents, les membres effectifs et les membres suppléants sont nommés par Nous pour une période de six ans, renouvelable une fois. La nomination des membres visés à l'article 2, § 1^{er}, 1°, 2° et 3° s'effectue à partir d'une liste double de candidats présentés par les organisations et associations professionnelles représentatives des personnes concernées.

Le Président et les deux vice-présidents sont nommés parmi les membres effectifs.

§ 2. Le Président doit être une accoucheuse.

CHAPITRE III. - *Fonctionnement*

Art. 4. Le Bureau du Conseil est composé du président, de deux vice-présidents, du secrétaire ou du secrétaire adjoint. Il est chargé du bon fonctionnement du Conseil.

Art. 5. Le Conseil peut instituer, en son sein, des groupes de travail chargés d'une mission précise et solliciter l'avis d'experts de son choix.

Art. 6. § 1. Le Conseil ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins des membres visés à l'article 2, § 1^{er}, 1°, 2° et 3° sont présents. Le Conseil peut, après une deuxième convocation avec le même ordre du jour, émettre valablement un avis quelque soit le nombre de membres présents.

§ 2. Le Conseil décide à la majorité simple des voix des membres. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.

Art. 7. § 1. Si le Ministre demande l'avis du Conseil, celui-ci le donne dans les deux mois; le Ministre peut, sur demande motivée, prolonger ce délai de deux mois.

Dans des cas exceptionnels, le Ministre peut demander un avis urgent; il fixe le délai qui ne peut être inférieur à huit jours.

§ 2. Le résultat du scrutin est joint à cet avis; les notes de minorité sont communiquées avec l'avis majoritaire.

Art. 8. Le Conseil doit se réunir au moins deux fois l'an.

Art. 9. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

Art. 10. Le Conseil a son siège au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration des Soins de Santé à Bruxelles.

CHAPITRE IV. - *Indemnités*

Art. 11. Les frais de séjour ainsi que les jetons de présence sont payés, dans les conditions prévues à l'arrêté du régent du 15 juillet 1946 fixant le montant des jetons de présence et les frais alloués aux membres des commissions permanentes ressortissant au département de la Santé publique et de la Famille, modifié par l'arrêté royal du 5 janvier 1960, aux président, vice-présidents, membres et experts du Conseil.

HOOFDSTUK II. - *Samenstelling*

Art. 2. § 1. De Raad bestaat uit :

1° acht leden, overeenkomstig artikel 2, § 2 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, gemachtigd om het beroep van vroedvrouw uit te oefenen;

2° vier leden, overeenkomstig artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit gemachtigd om de geneeskunde uit te oefenen;

3° twee leden, overeenkomstig artikel 21^{quater}, § 1, van hetzelfde besluit gemachtigd om de verpleegkunde uit te oefenen;

4° een ambtenaar van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu die de functie van secretaris uitoefent, bijgestaan door een ambtenaar van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu die de functie van adjunct-secretaris uitoefent;

5° drie ambtenaren voorgedragen door de overheden die op grond van de artikelen 127, § 1, eerste lid, 2°, en 130, § 1, eerste lid, 3°, van de Grondwet bevoegd zijn voor het onderwijs.

De in 4° en 5° bedoelde ambtenaren hebben zitting met een raadgevende stem.

§ 2. Aan de leden niet-ambtenaar worden plaatsvervangers toegevoegd, die onder dezelfde voorwaarden worden benoemd.

Art. 3. § 1. De Voorzitter, de twee ondervoorzitters, de gewone en plaatsvervangende leden worden door Ons benoemd voor een periode van zes jaar, die eenmaal kan worden verlengd. De benoemingen van de in artikel 2, § 1, 1°, 2° en 3° bedoelde leden geschieden uit een dubbeltal voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen en -organisaties van de betrokken personen.

De Voorzitter en de twee ondervoorzitters worden benoemd onder de werkende leden.

§ 2. De Voorzitter moet een vroedvrouw zijn.

HOOFDSTUK III. - *Werking*

Art. 4. Het dagelijks bestuur van de Raad bestaat uit de voorzitter, de twee ondervoorzitters, de secretaris of de adjunct-secretaris. Het staat in voor de goede werking van de Raad.

Art. 5. De Raad kan in zijn midden werkgroepen oprichten, belast met een wel omschreven opdracht en het advies inwinnen van deskundigen naar keuze.

Art. 6. § 1. De Raad kan alleen geldig beslissen wanneer minstens de helft van de in artikel 2, § 1, sub 1°, 2° en 3° bedoelde leden aanwezig zijn. Na een tweede oproeping met dezelfde agenda kan de Raad geldig advies uitbrengen, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 2. De Raad beslist bij gewone meerderheid van stemmen van de leden. In geval van staking van stemmen is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

Art. 7. § 1. Indien de Minister de Raad om advies verzoekt, brengt deze laatste zijn advies uit binnen de twee maand; op gemotiveerd verzoek kan de Minister deze termijn met twee maand verlengen.

In uitzonderlijke gevallen kan de Minister een dringend advies vragen; hij bepaalt alsdan de termijn die niet minder dan acht dagen mag zijn.

§ 2. Bij dit advies wordt de uitslag van de stemming gevoegd; samen met het meerderheidsadvies worden de minderheidsstandpunten medegedeeld.

Art. 8. De Raad moet ten minste twee keer per jaar samenkomen.

Art. 9. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

Art. 10. De Raad heeft zijn zetel bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Bestuur van de Gezondheidszorgen te Brussel.

HOOFDSTUK IV. - *Vergoedingen*

Art. 11. De verblijfskosten, alsmede het presentiegeld worden betaald, onder de voorwaarden gesteld door het besluit van de Regent van 15 juli 1946 tot bepaling van het bedrag van het presentiegeld en van de kosten uitgekeerd aan de leden van de vaste commissies die van het departement van Volksgezondheid en van het Gezin afhangen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 5 januari 1960, aan de voorzitter, ondervoorzitters, leden en deskundigen van de Raad.

Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du régent du 15 juillet 1946, le montant des jetons de présence est porté à 500 francs pour les présidents et vice-présidents et 400 francs pour les membres et experts, par séance qui dure au moins deux heures.

Les frais de parcours sont remboursés conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Art. 12. Après autorisation de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions ou de son délégué, le Conseil peut charger un ou plusieurs membres ou experts d'établir des rapports ou d'effectuer des enquêtes. Les frais afférents à ces rapports et enquêtes sont à charge du budget du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

CHAPITRE V. - Dispositions finales

Art. 13. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

In afwijking van de bepalingen van het besluit van de Regent van 15 juli 1946, wordt het bedrag van het presentiegeld op 500 frank gebracht voor de voorzitter en de ondervoorzitters en 400 frank voor de leden en deskundigen, per zitting die ten minste twee uren duurt.

De reiskosten worden terugbetaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Art. 12. Mits machtiging van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen of van zijn afgevaardigde, kan de Raad één of meer leden of deskundigen belasten met het opstellen van verslagen of het verrichten van onderzoeken. De kosten veroorzaakt door deze verslagen en onderzoeken vallen ten laste van de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

HOOFDSTUK V. - Slotbepalingen

Art. 13. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 97 — 2197

[97/22690]

29 AOUT 1997. — Arrêté royal portant octroi du subside pour l'année budgétaire 1997 au Fonds national de la Recherche scientifique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 décembre 1996 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1997;

Vu la convention en date du 7 novembre 1969, intervenue entre le Ministère de la Santé publique et de la Famille et de Fonds national de la Recherche scientifique relative aux modalités de l'octroi et la répartition des subsides alloués pour le Ministère de la Santé publique et de la Famille au Fonds national de la Recherche scientifique, dans le cadre de la recherche fondamentale médicale;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle et à l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu la délégation donnée à l'Inspection des Finances le 5 février 1963 par le Ministre adjoint aux Finances;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur de Finances en date du 18 juillet 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Arrête :

Article 1^{er}. Un subside fixé à cent nonante-deux millions quatre cent milles francs (F 192 400 000) à imputer à l'article 33.54 du budget du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 1997 est alloué au Fonds national de la Recherche scientifique.

Art. 2. De ce subside, 25 millions de francs (F 25 000 000) au moins seront affectés à la recherche dans le cadre du diabète.

Art. 3. Le subside sera réparti et son emploi justifié conformément à la convention intervenue entre le Ministère de la Santé publique et le Fonds national de la Recherche scientifique.

N. 97 — 2197

[97/22690]

29 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit houdende toekenning van de toelage voor het begrotingsjaar 1997 aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 december 1996 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997;

Gelet op de tussen het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin en het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek op 7 november 1969 gesloten overeenkomst betreffende de wijze waarop subsidies, verleend door het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek in het kader van het fundamenteel geneeskundig onderzoek, verleend en verdeeld zullen worden;

Gelet op het koninklijk besluit n° 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op de delegatie die de Adjunct-Minister van Financiën op 5 februari 1963 aan de Inspectie van Financiën heeft gegeven;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën d.d. 18 juli 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Besluit :

Artikel 1. Een toelage vastgesteld op honderd tweeënnegentig miljoen vierhonderdduizend frank (F 192 400 00) aan te rekenen op artikel 33.54 van organisatieafdeling 60 van de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 1997, wordt toegekend aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 2. Van deze subsidie zullen ten minste 25 miljoen frank (F 25 000 000) worden voorbehouden voor onderzoek in het kader van diabetes.

Art. 3. De subsidie moet verdeeld en zijn bestemming verantwoord worden overeenkomstig de tussen het Ministerie van Volksgezondheid en het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek gesloten overeenkomst.